

LA VIE EST BRUTALE, LA LUTTE EST VITALE !

LE 30 MAI ET LES JOURS QUI ONT SUIVI, UNE SENSATION DE LIBÉRATION DE LA RAGE ACCUMULÉE EST RESENTIE DANS PLUSIEURS ENDROITS. PARFOIS, ELLE A PU ÊTRE RESENTIE PAR RICOCHET DANS CERTAINES PARTIES DU PAYS QUI N'AVAIENT POURTANT PAS ÉTÉ DANS LA RUE DEPUIS DÉBUT MARS ET LES DERNIÈRES MANIFESTATIONS CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES.

Il y avait eu des tentatives, le 1^{er} Mai notamment. Nous pouvons retenir, surtout, que la lutte en ligne et sur les réseaux n'a pas eu lieu. On ne voit pas les objectifs, on ne peut discerner les ennemis politiques, matériellement – les mairies, les préfectures, les commissariats, les statues d'esclavagistes, les tribunaux... se rassembler prend tout son sens dans l'espace public. Les médias n'ont pas fait de reportages ou d'entretiens sur les manifestations de playmobiles en ligne. À croire que ça ne les intéresse pas, ou plutôt que ce n'était pas très menaçant pour l'économie, pour les patrons, les dominants. C'est la capacité à être nombreux-ses qui peut créer un processus de changement, ponctué d'événements qui obligent, par exemple, les agences de presse à documenter tout ce qui s'y lie et à prendre en considération la voix des opprimé-es. En ce moment, quasiment chaque événement qui entre dans le champ de l'activisme contre le racisme et les violences policières a plus de chance d'être traité médiatiquement, et de façon plus proche de ce qu'on défend. On peut aussi



COLLECTIF OEIL

prendre l'exemple de la grève des livreurs sans-papiers pour leur régularisation, qui met la pression sur une entreprise de livraison de repas en ligne au cœur de Paris. Il y a une part d'implication physique, mentale, subjective, dans la lutte. Elle

ne peut venir uniquement de symboles, de hashtags, d'auto-portraits avec des pancartes ou encore de caricatures. Ces outils ne sont que des étapes, et ce n'est pas méprisant de le dire. C'est reconnaître qu'on ne peut pas mettre sur un pied d'égalité un

outil de propagande et un outil de renversement du pouvoir.

Exprimer individuellement notre colère sur les réseaux sociaux ne peut s'assimiler à la réunion de forces, d'individus et à l'occupation de l'espace public. Face au pouvoir de l'argent, il faut le pouvoir du nombre pour contrer l'idéologie dominante, le morcellement des résistances et la répression. Si on augmente l'intensité du combat, on observe que les dominants et leurs médias bégaient, sont obligés d'écouter les revendications, ne répètent pas simplement la parole des policiers racistes ou des patrons voyous... Cela doit nous encourager à continuer de nous organiser lors de la pandémie elle-même.

La continuité des révoltes durant le confinement nous a montré qu'il n'était pas possible de rester immobiles, entassé-es et méprisé-es dans des conditions sanitaires lamentables. Les luttes ne se sont mises en pause que pour celles qui l'ont décrété. Une partie de la gauche peine à appeler sereinement à des interventions politiques dans la rue, trouvant contradictoire le fait d'appliquer le droit de retrait et le droit de

manifester. Pourtant, il y a toujours tant à dire et à contester.

Sauf que depuis fin mai, et notamment la manifestation historique du 30 mai de la Marche des Solidarités, avec 10 000 manifestant-es en très grande majorité sans papiers et noir-es, la colère accumulée, qui s'exprimait dans différents foyers de lutte jusqu'alors limités, explose. Cette reprise de la rue a pu donner plus de confiance aux syndicats pour appeler à manifester le 16 juin.

Ce qui a donc permis, entre autres, de relancer les mouvements de masse dans la période appelée « déconfinement », c'est l'activité politique dans les lieux de vie des travailleurs immigrés – comme chez les Baras à Montreuil, ce sont aussi les résistances et révoltes dans les quartiers pauvres et immigrés, les mutineries dans les prisons, les grèves de la faim dans les centres de rétention, les manifestations des soignant-es et des hospitalier-es à Bron, à Rouen, à Tourcoing, ce sont les appels à la grève, les débrayages pour le droit de retrait un peu partout...

LA SPONTANÉITÉ ET L'ORGANISATION

Nous ne pouvons pas faire comme si la crise sanitaire n'était pour rien dans l'accumulation de colère, d'envies de révoltes et de changement de système. La gestion autoritaire par le gouvernement, les préfectures et la police, avec ses contrôles et ses crimes, le mépris pour les personnes âgées et handicapées mortes du virus, etc. Seulement, on ne peut se limiter à cette explication. Que le 30 mai des milliers de sans-papiers cassent le confinement des luttes ne peut s'expliquer par la seule spontanéité. Derrière, il y a le travail de longue haleine des collectifs, des journalistes de médias indépendants, de militant-es de terrain, à la fois sans papiers, antiracistes, proches de victimes de la police, syndicalistes, révolutionnaires.

Depuis ce fameux 30 mai, il y a eu l'appel du Comité Adama, qui a rassemblé également des dizaines de milliers de personnes, puis de nombreux rassemblements et manifestations dans des dizaines de villes



COLLECTIF OEIL

plus ou moins grandes. La lutte de rue, massive, a repris par le biais des luttes antiracistes, avec une prédominance de personnes vivant le racisme, y résistant, et voulant en découdre avec ce système d'exploitation et d'oppression. Beaucoup de jeunes personnes racisées, et particulièrement des jeunes femmes, étaient présentes à Paris, à Rennes, à Toulouse et sûrement ailleurs.

CONTINUITÉ ET BASCULEMENT

On ne peut ignorer le lien entre les révoltes de Fontenay, Villeneuve, Saint-Denis... durant le confinement, et les dizaines de milliers de personnes qui répondent maintenant aux appels du Comité Adama. La contestation des problèmes structurels est nourrie par la colère accumulée pendant le confinement. C'est ce qui a cassé les interdictions de manifester. Le prétexte de la sécurité sanitaire pour interdire les manifestations ne tient plus. Cela a été d'autant plus clair que les usines, les abattoirs et les centres commerciaux ont rouvert. Le gouvernement a choisi, selon les intérêts bourgeois, de relancer l'économie capitaliste sans permettre légalement les rassemblements et la défense des droits dans l'espace public.

Ce type de confinement autoritaire n'est donc pas

une parenthèse qui met tout le monde au même niveau, mais bien une opportunité pour les classes dominantes d'intensifier les attaques sous prétexte de l'urgence. La guerre est censée nous faire accepter des sacrifices, des dons de soi et des abandons de droits pour sauver les profits.

Après la Marche des Solidarités et les rassemblements contre les violences policières racistes, les syndicats de la santé ont fait grève et manifesté le 16 juin. Dans ce contexte de crise sanitaire et capitaliste, le dénominateur commun se trouve être la dignité de nos corps et le droit à la vie : le droit à un hôpital public de qualité et gratuit, le droit de ne pas mourir de la violence policière et du racisme ou encore du virus dans les centres de rétention ou dans les maisons de retraites. C'est pourquoi les collectifs de sans-papiers appellent à nouveau à manifester le 20 juin.

LE RETOUR DE L'EXPÉRIENCE COMMUNE

Faire des ponts ne peut se faire, selon nous, uniquement par des appels à la convergence comme il en émerge pléthore dans la période politique actuelle. Nous n'avons pas attendu pour militer, pour se lancer des défis pour contredire

le confinement général de la population comme choix autoritaire et capitaliste, qui accentue les rapports de genres et de races. Il y a urgence à continuer de se réunir, se rencontrer dans nos collectifs, syndicats, associations, pour se demander sur quelles bases nous devons intervenir. Le mouvement se construit sur la durée. Ce qui a lieu en ce moment est en grande partie le fruit d'un militantisme parfois peu visible, mais précieux. Une course d'endurance qui, parce qu'elle existe pour les familles de victimes de violences policières et pour les collectifs de sans papiers et féministes, permet de voir aujourd'hui des millions de personnes dans le monde sortir sous des bannières communes. Black Lives Matter ne s'est pas lancé en un jour. Ces luttes ouvrent des discussions fondamentales, tant sur le plan théorique – « qu'est-ce que le racisme ? » – que stratégique : comment la lutte pour des revendications ou contre une des facettes du racisme peut nourrir la lutte pour renverser tout le système qui lui donne naissance ? Il faut y porter des arguments dans nos milieux politiques, particulièrement en cette période où la disponibilité mentale et physique laisse place à de nombreux espoirs.

SOLEN (RENNES)

LES SANS-PAPIERS RÉTABLISSENT LE DROIT DE MANIFESTER

LE 30 MAI, À MONTREUIL, PRÈS DE 1 000 MANIFESTANT·ES SANS-PAPIERS ONT RÉPONDU À L'APPEL DE LA MARCHÉ DES SOLIDARITÉS À REPRENDRE LA RUE MALGRÉ L'INTERDICTION PAR LA PRÉFECTURE. IL ÉTAIT PRÉVU DE REJOINDRE LE COLLECTIF DES SANS-PAPIERS DU 20^E AU MÉTRO PÈRE-LACHAISE ET D'ARRIVER LE PLUS MASSIVEMENT POSSIBLE À OPÉRA, MAIS LE COURS DES ÉVÈNEMENTS EN A DÉCIDÉ AUTREMENT. NOUS PROPOSONS ICI DE REVENIR SUR UNE EXPÉRIENCE DE DINGUE ET D'EN COMPRENDRE SES RACINES ENFOUIES DÈS LES PREMIÈRES SEMAINES DE CONFINEMENT.

Le fait même de manifester massivement le 30 mai n'était en rien une évidence au début du confinement. Cela vient d'expériences militantes communes et d'échanges d'arguments théoriques et stratégiques avec les camarades sans-papiers anciens résidents du foyer Baras en lutte depuis 9 mois et qui occupent à présent le 138 rue de Stalingrad à Montreuil.

LA CONQUÊTE DU PAIN, LES MOISSONS ET LA GRAINE

Le début du confinement a vu émerger une stratégie qui domina la gauche : le gouvernement et les patrons font tout pour maintenir l'exploitation, il fallait donc construire des rapports de forces uniquement pour permettre aux salarié·es de se confiner. Si nous soutenons toutes les luttes sociales et politiques de notre classe quand elles vont dans le sens d'une plus grande émancipation collective, nous étions en total désaccord avec cette vision.

A2C a produit de nombreux textes qui développent l'idée que les capitalistes en crise étaient tendanciellement favorables à un État plus antidémocratique, policier, impérialiste et raciste¹.

Le 21 mars était prévue la manifestation organisée par la Marche des Solidarités. Cette initiative permet de rassembler chaque année différents collectifs, associations et syndicats contre le racisme et le fascisme. Malgré l'annulation de la manifestation en raison des pressions politiques, nous avons entrepris des actions militantes dans les



ROSE LECAT

files d'attente de la Conquête du Pain, une boulangerie autogérée à Montreuil².

C'est de ces réflexions théoriques et de ces expériences pratiques que sont nées notre rencontre avec la lutte des Baras. Ces camarades sans-papiers occupent le 138 rue de Stalingrad depuis novembre 2019, et ce après avoir été exclus du projet de rénovation du foyer rue Baras, et expulsés manu militari par la police du centre de l'AFPA. Les risques sanitaires auxquels sont exposés les travailleurs sans papiers sont donc bien le résultat de choix politiques.

Il était impossible pour les camarades d'obtenir satisfaction de leur revendication sans construction d'un rapport de forces par et pour eux-mêmes. La régularisation de l'ensemble des occupants et l'accès à un logement collectif sont des revendications en rupture des dynamiques

imposées par le racisme d'État actuel. La bourgeoisie française n'est pas devenue charitable durant cette période.

Dans ces circonstances, il nous semblait important d'argumenter pour que les camarades du 138 reprennent confiance en leur principale modalité d'action depuis 9 mois : la lutte collective. C'est dans cette dynamique que se sont construites les premières manifestations en écho à la solidarité déployée par Conquête du Pain rue de la Beaune début avril.³

LE 138 RUE DE STALINGRAD, LES BOURGEOIS ET LES PREMIÈRES POUSSÉS

Ce sont les rencontres autour de la lutte des Baras qui ont permis aux militant·es de la liste Montreuil Rebelle de prendre une initiative salutaire sur la

liste de l'interpro de Montreuil : organiser une AG dans un parc pour préparer la manifestation du 1^{er} Mai. Les représentants des Baras ont participé à ces AG suite à des arguments menés en commun auprès d'eux avec les camarades de Montreuil Rebelle. Ils ont énoncé leurs besoins sanitaires, mais pas seulement : ils ont rappelé à tout le monde les raisons de leur lutte.

Cependant, force est de constater que les arguments n'ont pas été gagnés : un seul camarade du 138 est venu manifester le 1^{er} Mai. Pourtant, ces débats menés avec les camarades sans-papiers sont pour nous fondamentaux dans l'historique de la construction du 30 mai.

L'auto-organisation ne peut se penser que comme un processus durant lequel il faut systématiquement entendre que les opprimé·es décident pour et par eux-mêmes. Cependant, mener

des polémiques stratégiques avec les camarades sans-papiers est d'abord un signe de respect de leur réflexion et de leur stratégie.

De plus, la lutte est bien un laboratoire dans lequel les idées changent par l'émergence de rapports sociaux radicalement en rupture de ceux du quotidien. Aussi, lorsque les rythmes s'accéléraient, une position minoritaire la veille peut gagner une large majorité le lendemain.

LES FLORAISONS ET LA FARINE : DYNAMIQUES ET PROCESSUS, LE RAPPORT DE FORCES N'EST PAS DÉGRADÉ !

Ces processus sont fondamentaux pour comprendre comment les représentants des Baras auprès de la Marche des Solidarités ont entraîné un millier de personnes sans-papiers à une manifestation interdite. Une minorité de soutiens politiques de plus en plus grosse et active s'est agitée et a fait de nombreux collages en s'associant avec des militants sans-papiers des Baras.

Cela s'est conclu par une discussion le 29 mai au soir. Les représentants légitimes des Baras y appellent l'ensemble des sans-papiers à faire ce qu'ils veulent concernant la manifestation du lendemain. Le 30 mai, à midi passé, l'imam du 138 rue de Stalingrad, prenait le mégaphone pour réveiller les lève-tard : il était l'heure de s'en aller manifester.

LA CONSTRUCTION DU 30 MAI DANS LES FOYERS

Au rendez-vous local de la manif, il n'y avait pas que les Baras. Une semaine avant la manif, on avait commencé à organiser, en passant par les délégués des résidents, des tournées dans les autres foyers de Montreuil pour les gagner à la MDS et à la manif du 30 mai.

On commence aux foyers Branly et Rochebrune pour y tenir un meeting improvisé que le camarade Bara et les soutiens utiliseront pour convaincre chacun de profiter du contexte économiquement et idéologiquement favorable aux revendications des



ROSE LECAT

sans-papiers pour se mobiliser au maximum.

Les résidents et les anciens nous assuraient de leur soutien total et rappelaient aux plus jeunes que la lutte pour les papiers, ce n'était pas juste « faire une liste et manifester une fois », mais que c'était la construction lente, patiente et déterminée d'un rapport de forces avec les préfetures et l'état pour imposer des régularisations de masse.

Avec ces tournées, auxquelles de nouveaux camarades sans-papiers s'ajoutaient à chaque fois, on s'est assuré de rester en contact à travers de simples groupes Whatsapp. D'un petit groupe regroupant quelques Baras, ces groupes devenaient une plateforme d'information pour la manifestation pour plus de 1000 sans-papiers de Montreuil (et d'ailleurs) en français, bambara et soninké. La disponibilité aux luttes et la rage d'arracher les papiers étaient telles que les informations circulaient à d'autres foyers de tous les départements d'Île-de-France. Après la manif, des foyers de Sevran, Vitry ou du 15^e envoyèrent des représentants aux réunions hebdomadaires de la Marche des Solidarités. Aussi, des sans-papiers des différents foyers montreuillois commencent à se réunir en collectif pour organiser la lutte localement par eux-mêmes !

APRÈS LE PAIN, LES ROSES ET L'AFFRONTÉMENT DE MASSE

Avec l'état d'urgence sanitaire et alors que la manifestation était interdite, rien n'était fixé d'avance le jour de la manif : nombre, répression, trajet...

Heureusement, la même semaine avaient eu lieu un rassemblement contre les violences policières à l'Île-Saint-Denis et un rassemblement massif à l'hôpital Tenon auxquels des camarades sans-papiers étaient allés. Ce qui participa aussi à donner confiance aux sans-papiers face à la menace de la répression.

À 13h, on était trop nombreux et confiants pour ne pas partir en manifestation sauvage jusqu'au point de départ à Opéra. La rue était à nouveau à nous comme jamais et il s'agissait de faire une démonstration de force.

Tranquillement, mais avec détermination, cette démonstration de force fut menée par les sans-papiers. Banderoles, percussions en tout genre et deux mégaphones se mettaient en place avec un service d'ordre ultra-efficace pour la circulation, la tenue du cortège et les « négociations » avec la police. Pour la majorité, c'était la première manifestation en France et les anciens faisaient profiter les nouveaux de leur expérience. La cohésion et la rage d'arracher les papiers à cet État raciste étaient totales.

Sur le passage, alors que la manifestation grossissait jusqu'à dépasser le millier, le soutien des commerçant-es, des habitant-es, des automobilistes était total. La rue était à nous et résonnait de nos slogans, sifflets et rythmes de percussion.

De Mairie de Montreuil, on descendit la rue de Paris jusqu'à entrer dans la capitale. C'est sur le boulevard Voltaire que des effectifs de police et de gendarmerie détachés du dispositif policier d'Opéra vinrent à notre rencontre pour nous empêcher de faire la jonction avec le cortège parisien :

refus de négocier avec le service d'ordre, sommations et quatre charges successives avec jet de gaz lacrymogène fidèlement à la doctrine de contact du préfet Lallement.

En réponse à chaque fois, les camarades sans-papiers réagirent par des danses, des chants et des slogans. Face à l'inhumanité du gouvernement et de sa police, les camarades sans-papiers imposaient le respect et la dignité. Au final, après la 4^e charge, on décidait de retourner en manifestation jusqu'à Montreuil pour en reprendre le contrôle. Après notre demi-tour, les effectifs de gendarmerie mobilisés s'en retournent prêter main forte à leur collègues face au cortège principal.

Ce jour-là, les sans-papiers ont démontré à l'ensemble de la gauche que la liberté de manifester se défendait dans la rue. Et ils ont gagné la confiance que c'est à travers la lutte qu'on défend et gagne ses droits. Avec la fin de cette journée historique pour les sans-papiers, les soutiens et Montreuil, il n'était pas question de s'arrêter en si bon chemin. On allait toutes et tous construire le 20 juin, notamment en participant aux manifestations contre les violences policières et pour l'hôpital public. L'objectif, c'est la régularisation de toutes les sans-papiers et l'ouverture des frontières !

GABRIEL CARDOEN ET GAËL (MONTREUIL)

1 - « Macron nous fait (toujours) la guerre ! », <https://www.autonomiedeclasser.org/crise-politique/macron-nous-fait-toujours-la-guerre/>

2 - « Du pain ! Et le bourgeonnement des roses ! », <https://www.autonomiedeclasser.org/antiracisme/du-pain-et-le-bourgeonnement-des-roses/>

3 - « Confinement et luttes des sans-papiers, les Baras ouvrent la voie ! », <https://www.autonomiedeclasser.org/confinement-et-luttes-des-sans-papiers-les-baras-ouvrent-la-voie/>



ROSE LECAT



SCIENCE SANS CONSCIENCE (DE CLASSE) ?

AVEC LA CRISE DU CORONAVIRUS, LES GOUVERNEMENTS ONT, MALGRÉ DES POLITIQUES DIFFÉRENTES, TOUS FAIT APPEL À LA SCIENCE ET À LA MÉDECINE POUR JUSTIFIER LEURS CHOIX EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE...

On a vu comment cela a marché: comment les populations se sont pliées aux mesures liberticides, antisociales et antidémocratiques de « l'état d'urgence sanitaire », y compris dans notre classe, y compris chez les militant·es révolutionnaires, au moins dans un premier temps. Appuyé sur un prétendu « intérêt général » (chimérique dans une société divisée en classes), la science semble fonctionner comme un vecteur « d'unité nationale ».

DE SIMPLS IDÉOLOGIES ?

En France, le ministère de l'Éducation nationale a publié, à la veille du déconfinement, une circulaire qui « avertit » les enseignant·es que les élèves « peuvent avoir des réactions abruptes » ; sont citées : « la remise en cause de notre société et des valeurs républicaines ; la méfiance envers les discours scientifiques ; les frondes contre les mesures gouvernementales ». Les « discours scientifiques »

sont donc assimilés aux « valeurs républicaines » et enrôlés pour défendre les « mesures gouvernementales », contre d'obscurs adversaires obscurantistes. La science se trouve ainsi mobilisée pour « unifier ceux qui devraient être divisé·es » comme le dit Saïd Bouamama, mettre sur un fallacieux pied d'égalité exploités et exploité·es, oppresseurs et oppressé·es.

Alors, la science, et avec elle la médecine, ne sont-elles que des idéologies comme les

autres? « *Des rapports imaginaires des humains à leurs conditions réelles d'existence* », pour reprendre la définition que donnait le philosophe marxiste des idéologies Louis Althusser des idéologies.

Et si Marx a défendu le « socialisme scientifique » contre les « socialismes utopiques » (qui n'ayant pas de caractère méthodique et rigoureux dans l'analyse de la société capitaliste, réfutent la nécessité d'une révolution politique et sociale), il n'en a pas

moins développé la méthode dialectique, qui diffère de la méthode scientifique. Quand la science s'attache à isoler un objet d'études pour en saisir les caractéristiques propres (aboutissant à l'ultra spécialisation des scientifiques que nous connaissons actuellement, et qui apparaît comme un frein au développement des connaissances), à repérer des régularités, la méthode dialectique, quant à elle, inscrit l'objet d'études dans ses relations dynamiques à son environnement et travaille les contradictions.

CAPITALISME, ÉTAT, SCIENCES, MÉDECINE : LES LIAISONS DANGEREUSES

« C'est seulement avec lui [le capitalisme] que la nature devient un pur objet pour l'homme, une pure affaire d'utilité ; qu'elle cesse d'être reconnue comme une puissance pour soi ; et même la connaissance théorique de ses lois autonomes n'apparaît elle-même que comme une ruse visant à la soumettre aux besoins humains, soit comme objet de consommation, soit comme moyen de production.

Il détruit et révolutionne constamment tout cela, renversant tous les obstacles qui freinent le développement des forces productives, l'extension des besoins, la diversité de la production et l'exploitation et l'échange des forces naturelles et intellectuelles.

Mais si le capital pose chaque limite de ce type comme un obstacle qu'il surmonte ainsi de manière idéale, il ne le surmonte pas réellement pour autant ; et comme chacun de ces obstacles est en contradiction avec sa détermination et sa destination, sa production se meut dans des contradictions qui sont constamment surmontées, mais tout aussi constamment posées. »¹

Dans cet extrait des *Grundrisse*², Marx, en bon dialecticien, s'installe dans la contradiction entre le développement du capitalisme qui sert de base matérielle au développement scientifique,



et les conditions matérielles de production de connaissances, qui déterminées par les intérêts du capital, posent immédiatement les limites de ce développement.

Le capitalisme permet le développement scientifique, qui en retour va servir la bourgeoisie dans sa lutte contre l'aristocratie, mais aussi dans sa lutte pour soumettre le prolétariat (organisation scientifique du travail, racisme « scientifique »³,...).

Le Capitalisme et son organisation politique, l'État, déterminent les conditions matérielles de production de connaissances. Ainsi, l'exemple d'Albert Einstein, militant socialiste et pacifiste, dont le fruit du travail va être utilisé pour créer la bombe atomique, peut résonner comme une illustration de comment le système d'exploitation capitaliste coupe les travailleur-euses du produit de leur travail, les

dépossède de la maîtrise de leur production. Les mouvements des travailleur-euses scientifiques, notamment les plus précaires ont produit une importante critique de ces conditions matérielles, et de comment elles brident le développement des connaissances (orientations des recherches soumises aux intérêts privés, ultra-spécialisation des chercheur-euse, ...).

De même, le philosophe Grégoire Chamayou montre comment l'État moderne et la médecine se sont soutenus mutuellement dans leurs développements respectifs. À travers la notion de « *d'allocation sociale des risques* », il met en évidence comment on a expérimenté sur « *les corps vils* », les corps dont la vie est considérée comme absolument sacrificable, au bénéfice de ceux dont la vie est considérée comme absolument sacrée. Et c'est bien l'État qui définit les corps vils

(d'indigène, de fou, de condamnés à morts, d'esclaves...) et les fournis aux expérimentateurs. Engendrant des débats, très sérieux à l'époque, sur savoir si les traitements efficaces, sur les esclaves, exclu-es de l'humanité pour justifier leur mise en esclavage, pouvait marcher sur les « humains ».

De même, S. Federici montre dans *Caliban et la sorcière*⁴, comment la domination de la nature et des femmes est intrinsèquement liée à l'émergence du capitalisme, du « progrès » scientifique et de la rationalité, visant à servir les intérêts du capital et de l'État.

PAS DE CONNAISSANCES SANS DÉBAT

La production de connaissances (la science dans une acceptation large), suppose un débat sans tabou, ce qui est censé la différencier des

dogmes (religieux, ou autres, républicains par exemple). En effet, comme le rappelle Alexis Callinicos dans un récent article pour le *Socialist Worker* en Angleterre, « l'histoire des sciences est une histoire de controverses, de critiques, d'autocritiques, de révisions »⁵. Prenant l'exemple de la politique menée aux Royaume Uni par Boris Johnson, et de ses changements, avec l'abandon tardif de la stratégie « d'immunité collective », qui s'appuyait sur des études statistiques, donc, a priori, les plus neutres, Callinicos conclut : « c'est une évidence, les statistiques ne disent pas ce qu'elles signifient, il faut les interpréter ». Les controverses scientifiques portent sur les interprétations des faits, et concernent les hypothèses et théories mobilisées pour les organiser, leur donner une inéligibilité. Les hypothèses ne sont pas dictées par les faits, mais utilisées pour les interpréter.

Il en va de même pour la médecine, qui se distingue de la science car elle implique une pratique. Médecine qui au départ était considérée comme un art et non comme une science, comme l'exprime le célèbre aphorisme d'Hippocrate « la vie est brève, l'art est long, l'occasion furtive, l'expérience dangereuse, le jugement difficile ».

Par exemple, les essais dit « randomisés et à l'aveugle », dont il a été beaucoup question dans le débat sur les traitements du Covid-19, ont été généralisés après la Seconde Guerre mondiale et marquent un tournant en introduisant l'utilisation massive de la statistique en médecine. L'objectif est de rendre généralisable des résultats quand jusqu'alors, les clinicien·nes suivaient des patient·es un·e à un·e, décidant sur une base individuelle de l'efficacité d'un traitement.

QU'EST CE QUE LA SANTÉ ?

La volonté de rendre les traitements universels introduit de fait une distanciation entre le malade, sa maladie et le médecin.



Ainsi, il a existé et existe toujours d'autres formes de soins. Par exemple, et sans entrer ici dans le débat médical, les homéopathes refusent les tests randomisés à l'aveugle car ils en récuseraient radicalement la philosophie, considérant que c'est le patient·e (forcément unique) qu'il s'agit de traiter et non la maladie (ce à quoi s'attache la médecine allopathe).

Sous d'autres latitudes, l'historien du reggae Lloyd Bradley⁶ explique que si le remix (le fait de retravailler un morceau de musique en en réagencant les différentes pistes) est né en Jamaïque, c'est que ses inventeurs (en particulier le génial Lee Perry) étaient fortement influencés par l'« Obeah », « le voo-doo jamaïcain », qui part du partage du corps en 7 centres (ou êtres) – sexuel, digestif, cardiaque, cérébral... – qu'il s'agira, aux moyens de poudres, potions, incantation... de ré-équilibrer pour soigner le malade. La création du dub (et donc du remix) transcrit dans la musique ce principe issu vraisemblablement d'une tradition, une « médecine », africaine⁷.

C'est ainsi la définition même de ce qu'est la santé qui est en jeu. Aujourd'hui

l'Organisation mondiale de la santé, s'appuyant sur les travaux de Georges Canguilhem, définit la santé comme un « état de complet bien être physique, mental et social qui ne consiste pas seulement en l'absence de maladie ou d'infirmité ».

On voit sans mal que les mesures de confinement, notamment en France, ne prennent pas en compte cette définition large de la santé. Et donc qu'elles sont plus politiques que sanitaires, le sanitaire étant de toute façon politique.

Ils existaient pourtant des alternatives, notamment celles portées par les politiques de réduction des risques⁸. Cette politique de santé partant des besoins et des connaissances des populations, a été développée par les communautés homosexuelles et d'usager·ères de drogues pour faire face à l'épidémie de VIH se base sur le principe que, comme l'émancipation des travailleur·euses sera l'œuvre des travailleur·euses eux et elles-mêmes, la protection des populations sera l'œuvre des populations elles-mêmes. Elle se base sur l'auto-organisation des populations pour déterminer leurs besoins et la meilleure façon de se protéger, et s'oppose ainsi en tous points aux

politiques étatiques de contrôle soi-disant sanitaire des populations. Elle est plus proche de la définition de la santé par l'OMS que les politiques liberticides des gouvernements. Et on voit bien, comment, en partant de cette définition de la santé, la première urgence de santé publique est de se débarrasser du capitalisme.

THOMAS (PARIS 20^e)

- 1 – Marx, *Grundrisse*, Éditions sociales, tome I.
- 2 – Dont on trouve de plus larges citations, et d'important commentaires dans le texte « Marx, productivisme et écologie » de Daniel Bensaïd : <http://danielbensaid.org/Marx-productivisme-et-ecologie#nb1>
- 3 – Voir le texte « Notre Antiracisme » sur le site A2C : <https://www.autonomiedeclasser.org/antiracisme/notre-antiracisme/>
- 4 – Silvia Federici, *Caliban et la Sorcière – Femmes, corps et accumulation primitive*.
- 5 – Alex Callinicos, « Science advice is shaped by politics ». <https://socialistworker.co.uk/art/49961/Science-advice+is%2%A0shaped+by+politics>
- 6 – L. Bradley, *Bass Culture*, Allia, 2005.
- 7 – Voir « Travail du Bricolage et Bricolage du Travail. Lee Perry au Black Ark Studio », <https://lesmauvaisjoursfinirontblog.wordpress.com/2016/10/17/travail-du-bricolage-et-bricolage-du-travail-lee-perry-au-black-ark-studio-2/>
- 8 – Voir par exemple « De la pandémie du sida à celle du Covid-19 : entretien avec Anne Coppel, fondatrice de l'Association française de réduction des risques et présidente du collectif Limiter la casse » : <http://www.societelouisemichel.org/de-la-pandemie-du-sida-a-celle-du-covid-19-entretien-avec-anne-coppel-presidente-du-collectif-limiter-la-casse-fondatrice-de-l-association-francaise-de-reduction-des-risques/> ou encore « Prévenir ou guérir, un modèle à dépasser » une tribune de Gabriel Girard et Jean-Marie Le Gall.

EN 1934 COMME EN 2020, FACE AUX FASCISTES, IL FAUT FAIRE FRONT !

FAIRE FRONT EST UNE SUPERBE PIÈCE D'ARCHIVE. SA RÉÉDITION AVEC LA PRÉFACE DE LAURENT LÉVY PERMET DE RETRACER LE CONTEXTE GÉNÉRAL DE CE RÉCIT LIVRÉ PAR MARC BERNARD, PARTICIPANT ET TÉMOIN DES JOURNÉES DE FÉVRIER 1934. IL CONTIENT TOUJOURS D'IMPORTANTES LEÇONS STRATÉGIQUES POUR LA LUTTE CONTRE LE FASCISME ET LE RACISME AUJOURD'HUI.

6 FÉVRIER : LES FASCISTES TENTENT UN COUP D'ÉTAT

Le 6 février 1934, sous couvert de dénonciation d'affaires de corruption, les ligues fascistes et associations d'anciens combattants appellent à manifester contre le nouveau gouvernement du cartel des gauches. En réalité, ils réagissent à l'éviction du préfet de Police de Paris, Jean Chiappe, qui avait coutume de protéger les manifestations d'extrême droite. Des dizaines de milliers participèrent à cette journée d'émeute qui menaça physiquement le Parlement et qui fera plus de 30 morts et des milliers de blessés. Sous la pression de la rue, à cause de l'obstruction de la police et de la justice et par sa déconnexion totale des masses ouvrières antifascistes, le gouvernement Dalladier fut contraint de démissionner le lendemain et fut remplacé par un gouvernement de droite.

12 FÉVRIER : UN MODÈLE POUR L'UNITÉ D'ACTION ANTIFASCISTE

À ce moment-là, le danger fasciste est omniprésent en Europe : la contre-révolution a gagné en Hongrie, Mussolini est au pouvoir depuis 12 ans en Italie et Hitler vient d'arriver au pouvoir en Allemagne un an auparavant.

En France, le mouvement ouvrier est déchiré entre les socialistes et les communistes qui ont chacun leur propre organisation politique et syndicale. La SFIO se caractérisait par une foi aveugle dans le parlementarisme pour protéger la République du danger fasciste ; tandis que la direction du PC était assujettie à la politique de l'Internationale stalinienne qui désignait les



partis socialistes comme un danger plus grand que les partis fascistes. La III^e internationale ne tirait aucun bilan de l'échec de cette politique en Allemagne.

Ainsi les nombreux documents d'époque du livre nous montrent comment, face aux appels à l'unité antifasciste lancés par la SFIO, le PCF répondait par le mépris en assimilant les dirigeants socialistes aux fascistes et en appelant les ouvrier-es socialistes à quitter leur direction pour rejoindre les troupes communistes. Les dirigeants communistes montraient une nouvelle fois leur incapacité criminelle à comprendre la nature singulière du projet politique et de l'idéologie fasciste.

Heureusement, les organisations ouvrières au complet appelèrent à une journée de grève générale pour le 12 février. Cette journée reste la plus grosse grève générale française avec 5 millions de grévistes.

À Paris, les ouvrier-es étaient plus que 150 000 à manifester. Communistes et socialistes avaient chacun leur propre cortège. La base militante de ces organisations avaient bien trop conscience du danger fasciste pour laisser leurs direction limiter leur riposte.

de la classe ouvrière, indépendamment de son soutien à l'une ou l'autre de ces organisations.

LES MASSES ÉCRIVENT L'HISTOIRE

Faire Front nous montre avec brio comment les masses prolétariennes de Paris et de province ont mis un coup d'arrêt à la progression du fascisme en France. Elles ont permis d'ouvrir une nouvelle séquence de lutte. Cet exemple de la nécessité d'un mouvement de masse unitaire pour triompher du fascisme reste une référence.

Ainsi, en 2013 en Grèce, après le meurtre de Pavlos Fyssas par les nazis d'Aube dorée, ce sont deux jours de grève générale et une manifestation de 60 000 personnes qui permirent de lever l'immunité parlementaire de leurs députés et de les mettre tous en prison et en examen pour appartenance à une organisation criminelle.

Quand les masses prennent part à la politique de manière aussi active, aussi directe que dans ces occasions-là, il devient impossible de gouverner sans tenir compte de leurs volontés et l'histoire peut prendre un autre chemin. C'est ainsi que la police de Minneapolis a dû être dissoute, que des statues centenaires ont été abattues ou que Castaner a dû désavouer, même temporairement, le racisme et les violences policières.

GABRIEL CARDOEN



Alors que beaucoup craignaient des heurts entre les deux cortèges, la base imposa la jonction des deux cortèges communistes et socialistes au son de « *Unité!* » sur le cours de Vincennes et la place de la Nation. Cette unité dans l'action des organisations ouvrières permit de fédérer au-delà de la seule addition des deux partis et syndicats considérés et de mettre en ordre de bataille l'ensemble

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET